

# Malgré une baisse du chômage, les Sénégalais réclament plus d'efforts du gouvernement en matière de création d'emplois

Dépêche No. 499 d'Afrobarometer | Mamadou Abdoulaye Diallo et Hassana Diallo

## Résumé

La lutte contre le chômage constitue une préoccupation majeure pour les gouvernements, en particulier dans les pays en développement. Plusieurs études ont montré que le chômage a un effet négatif et significatif sur l'inflation, la croissance économique ainsi que les investissements directs étrangers (Zerbo, 2017 ; Omitogun & Longe, 2017 ; Dib, El Amin, & Aicha, 2020). Par ailleurs, une situation de chômage endémique peut conduire à la délinquance et l'insécurité et par ricochet à la pauvreté (Bondo, Chunda, Kabozya, & Katalay, 2020 ; Adenike, 2021). Aux yeux des Sénégalais, le manque d'emplois des jeunes est la principale cause de la hausse de l'insécurité et de la délinquance dans le pays (Diallo & Diallo, 2021).

Dans son plan de développement national, le gouvernement du Sénégal s'est engagé à créer chaque année 100.000 à 150.000 emplois décents, productifs et rémunérateurs à travers la promotion des investissements publics à haute intensité de main-d'œuvre et l'amélioration du suivi du marché du travail (République du Sénégal, 2014). Ainsi, l'emploi occupe une place importante dans le programme du gouvernement actuel pour répondre aux attentes des Sénégalais. Toutefois, il subsiste des défis à relever dans ce domaine.

Le plus récent sondage d'opinions d'Afrobarometer au Sénégal révèle que les problèmes les plus importants pour les citoyens demeurent le chômage, la santé, l'éducation, l'agriculture et dans une moindre mesure l'insécurité alimentaire. De plus, le chômage est plus prononcé en milieu urbain et chez les jeunes, les femmes et les plus instruits. Bien que le taux de chômage soit en baisse, les Sénégalais jugent plutôt négatives les performances du gouvernement en matière de création d'emplois et de prise en compte des besoins de jeunes.

La création d'emplois et la formation professionnelle sont également les principales priorités des citoyens pour un investissement supplémentaire dans les programmes destinés aux jeunes, et les citoyens sont prêts à payer plus d'impôts pour soutenir les programmes d'aide aux jeunes. Cependant, la majorité des Sénégalais – et même des jeunes – pensent qu'il est plus important d'écouter la sagesse des anciens que les idées nouvelles des jeunes gens.

## L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance, et à la qualité de vie. Huit rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 39 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 8 en 2019/2021 couvrent 34 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer au Sénégal, conduite par le Consortium pour la Recherche Economique et Sociale (CRES), s'est entretenue avec 1.200 adultes sénégalais en décembre 2020-janvier 2021. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées au Sénégal en 2002, 2005, 2008, 2013, 2014 et 2017.

## Résultats clés

- Pour les Sénégalais, le chômage vient à la tête des problèmes les plus importants auxquels le gouvernement devrait s'attaquer, suivi par la santé et l'éducation. Les jeunes sont les plus préoccupés par le problème du chômage.
- La majorité (51%) des adultes sénégalais n'ont pas d'emplois et ne sont pas à la recherche d'emplois. Un peu plus du tiers (35%) occupent un emploi salarial. Seul 14% des citoyens indiquent qu'ils sont chômeurs, c.-à-d. ils n'ont pas d'emplois mais en recherchent – une baisse de 15 points de pourcentage depuis 2013.
  - Le chômage touche plus les femmes (17%), les citadins (18%), les jeunes (19%) et les plus instruits (26%).
- Malgré cette amélioration, la grande majorité des Sénégalais jugent « plutôt mal » ou « très mal » les performances du gouvernement en matière de création d'emplois (86%) et de prise en compte des besoins des jeunes (85%).
- Près de six citoyens sur 10 (58%) sont « quelque peu » ou « fortement » disposés à payer plus d'impôt pour soutenir les programmes dédiés aux jeunes.
- La majorité (57%) des citoyens affirment que la création d'emplois devrait être la priorité absolue des investissements supplémentaires du gouvernement pour aider les jeunes, suivi par la formation professionnelle (14%) et les prêts à la création d'entreprises (13%).

## Le chômage : Problème le plus important des Sénégalais

Il a été demandé aux répondants de l'enquête de citer les problèmes qui les préoccupent le plus et auxquels le gouvernement devrait s'atteler pour trouver des solutions. Le chômage demeure le principal problème des Sénégalais (Tableau 1).

En effet, si près de quatre personnes sur 10 (38%) en 2013 identifiaient le chômage comme le problème le plus important, seul un tiers des citoyens (34%) le considéraient comme prioritaire derrière la santé (48%) en 2014. Toutefois, à partir de 2017, le chômage revient à sa première place des problèmes prioritaires que le gouvernement devrait solutionner. Neuf personnes sur 10 (45%) en 2017 et la moitié des Sénégalais (49%) en 2021 identifient le chômage comme le problème le plus important auquel le gouvernement devrait s'attaquer. A ces problèmes s'ajoutent la santé (48%), l'éducation (29%), l'agriculture (25%) et l'insécurité alimentaire (18%).

Par ailleurs, les priorités des Sénégalais varient suivant les groupes d'âge (Figure 1). Les jeunes (18-35 ans) sont plus préoccupés par le problème du chômage (53%), de la santé (46%) et de l'éducation (29%). Tandis que les plus âgés se soucient plus de la santé (55%) et de l'agriculture (36%). Dans les enquêtes menées au cours de la dernière décennie, le chômage a toujours figuré au premier rang des priorités des jeunes, l'éducation arrivant toujours en deuxième ou troisième position.

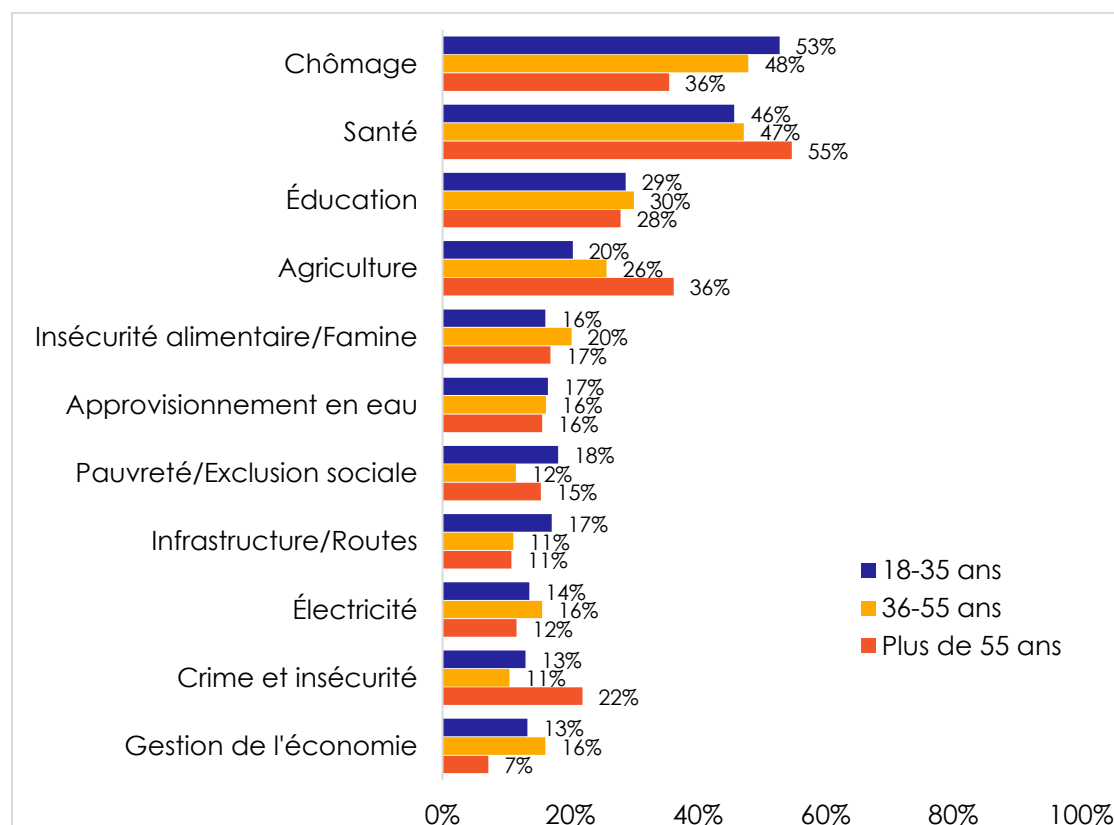
**Tableau 1 : Problèmes plus importants | Sénégal | 2013-2021**

	2013	2014	2017	2021
Chômage	38%	34%	45%	49%
Santé	29%	48%	33%	48%
Éducation	19%	33%	22%	29%
Agriculture	20%	31%	17%	25%
Insécurité alimentaire/Famine	24%	27%	22%	18%
Approvisionnement en eau	15%	16%	19%	16%
Pauvreté/Exclusion sociale	33%	13%	18%	16%
Infrastructure/Routes	12%		14%	14%
Électricité	29%	23%	17%	14%
Crime et insécurité	16%	10%	13%	14%
Gestion de l'économie		15%	13%	13%

**Question posée aux répondants :** A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer ? (Les répondants pouvaient donner jusqu'à trois réponses. Le tableau indique le % de répondants qui ont identifié chaque problème comme l'un des trois problèmes les plus importants de leur pays.)

Rouge : le plus fréquemment cité ; jaune : le deuxième plus fréquemment cité ; bleu : le troisième plus fréquemment cité.

**Figure 1 : Problèmes plus importants | par groupe d'âge | Sénégal | 2021**



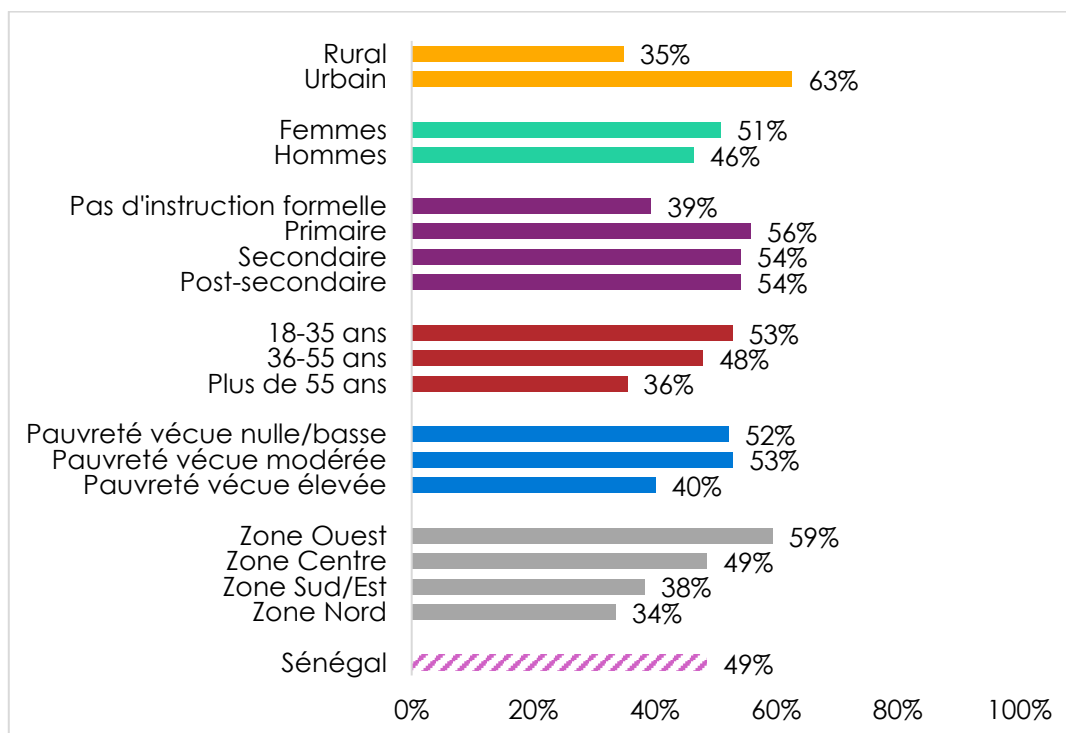
**Question posée aux répondants :** A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer ? (Les répondants pouvaient donner jusqu'à trois réponses.)

Lorsqu'on se focalise sur le problème du chômage, on note une disparité suivant les groupes socio-démographiques (Figure 2). Si plus de six citoyens sur 10 (63%) pensent que le chômage est un des problèmes les plus importants auxquels le gouvernement devrait faire face, un peu plus du tiers (35%) le pensent en milieu rural. Les femmes (51%) sont plus susceptibles de considérer le chômage comme problème prioritaire que les hommes (46%). Comme susmentionné, le chômage préoccupe plus les jeunes (53%) que les vieux (36%).

Seuls quatre personnes sur 10 (39%) n'ayant reçu aucune éducation formelle considèrent le chômage comme l'un des principaux problèmes, comparé à la majorité (54%-56%) des citoyens ayant fait au moins l'école primaire.

Suivant le niveau de vie, les personnes qui ont vécu une forte pauvreté (40%) sont moins susceptibles de considérer le chômage comme l'un des problèmes les plus importants comparativement aux plus nantis, où la majorité (52%) indiquent que le chômage demeure un des principaux défis du gouvernement.

**Figure 2 : Problèmes plus importants : Chômage** | par groupe socio-démographique | Sénégal | 2021



**Question posée aux répondants :** A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer ? (Les répondants pouvaient donner jusqu'à trois réponses.)

Enfin, suivant la zone<sup>1</sup> géographique, les habitants de l'Ouest se soucient plus du problème du chômage que les citoyens des autres zones. En effet, six Sénégalais sur 10 (59%) résidant les régions de Dakar et de Thiès identifient le chômage comme un problème prioritaire, de même que la moitié (49%) des habitants de la zone Centre. En revanche, moins de quatre

<sup>1</sup> Zone Ouest – Dakar, Thiès ; zone Nord – Louga, Saint-Louis, Matam ; zone Centre – Diourbel, Kaolack, Fatick, Kaffrine ; zone Sud/Est – Ziguinchor, Sédhiou, Kolda, Tambacounda, Kédougou

citoyens sur 10 résidant la zone Sud/Est (38%) et la zone Nord (34%) se préoccupent du problème du chômage.

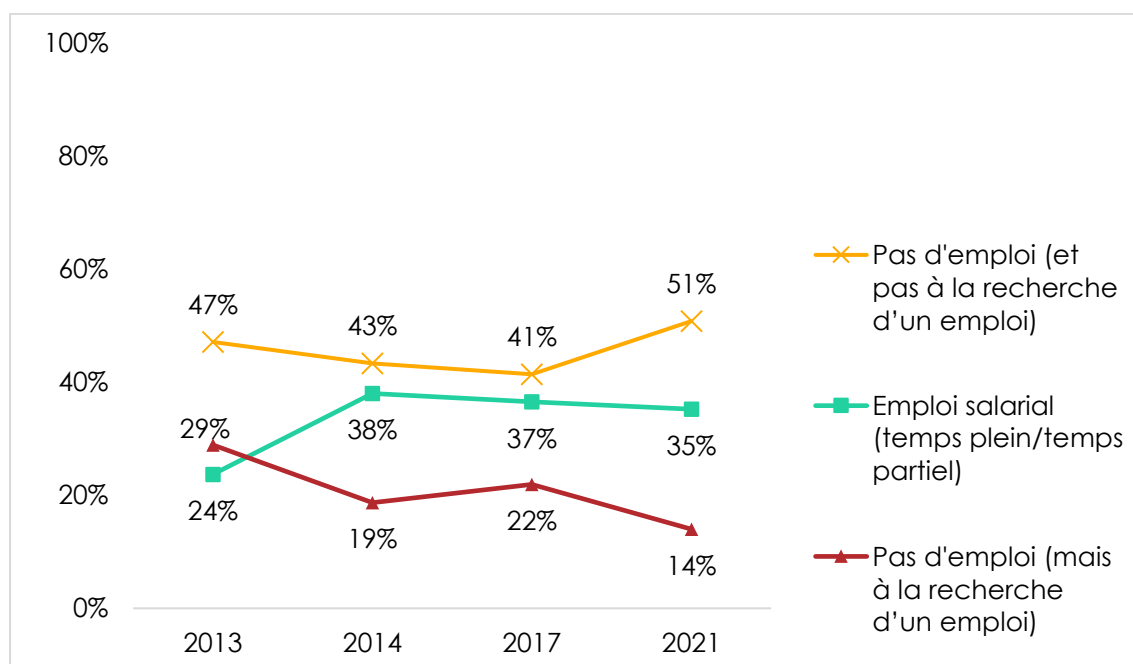
La recherche d'emploi et la fuite de la pauvreté sont également les raisons les plus courantes pour lesquelles les Sénégalais envisagent de migrer vers l'étranger pour y vivre, notamment les jeunes et les citoyens très instruits (Sambou, 2020).

### Le chômage un phénomène urbain, à visage jeune et éduqué

Au Sénégal, la majorité (51%) des citoyens n'ont pas d'emploi et ne sont même pas à la recherche d'emploi (Figure 3). Toutefois, un peu plus du tiers (35%) des Sénégalais adultes occupent un emploi salarial, soit à temps plein ou à temps partiel. Seuls 14% des citoyens n'ont pas d'emploi salarial, mais en recherchent.

Sur la dernière décennie, le Sénégal a fait des progrès dans la mesure où la proportion de personnes occupant un emploi salarial a augmenté, passant de 24% en 2013 à 35% en 2021, soit une hausse de 11 points de pourcentage. De même, le taux de chômage au sens strict est passé de 29% à 14% sur la même période.

**Figure 3 : Statut d'emploi | Sénégal | 2013-2021**



**Questions posées aux répondants :** Exercez-vous un travail salarié ? [Si oui :] Est-ce un emploi à plein temps ou à temps partiel ? [Si non :] Êtes-vous présentement à la recherche d'un emploi ?

Cependant, il apparaît une différence significative du taux de chômage entre les groupes socio-démographiques (Figure 4). En effet, près d'un citoyen sur cinq (18%) n'a pas d'emploi salarial mais en recherche – presque le double du taux de chômage en milieu rural (10%). De plus, le chômage touche plus les femmes (17%) que les hommes (11%).

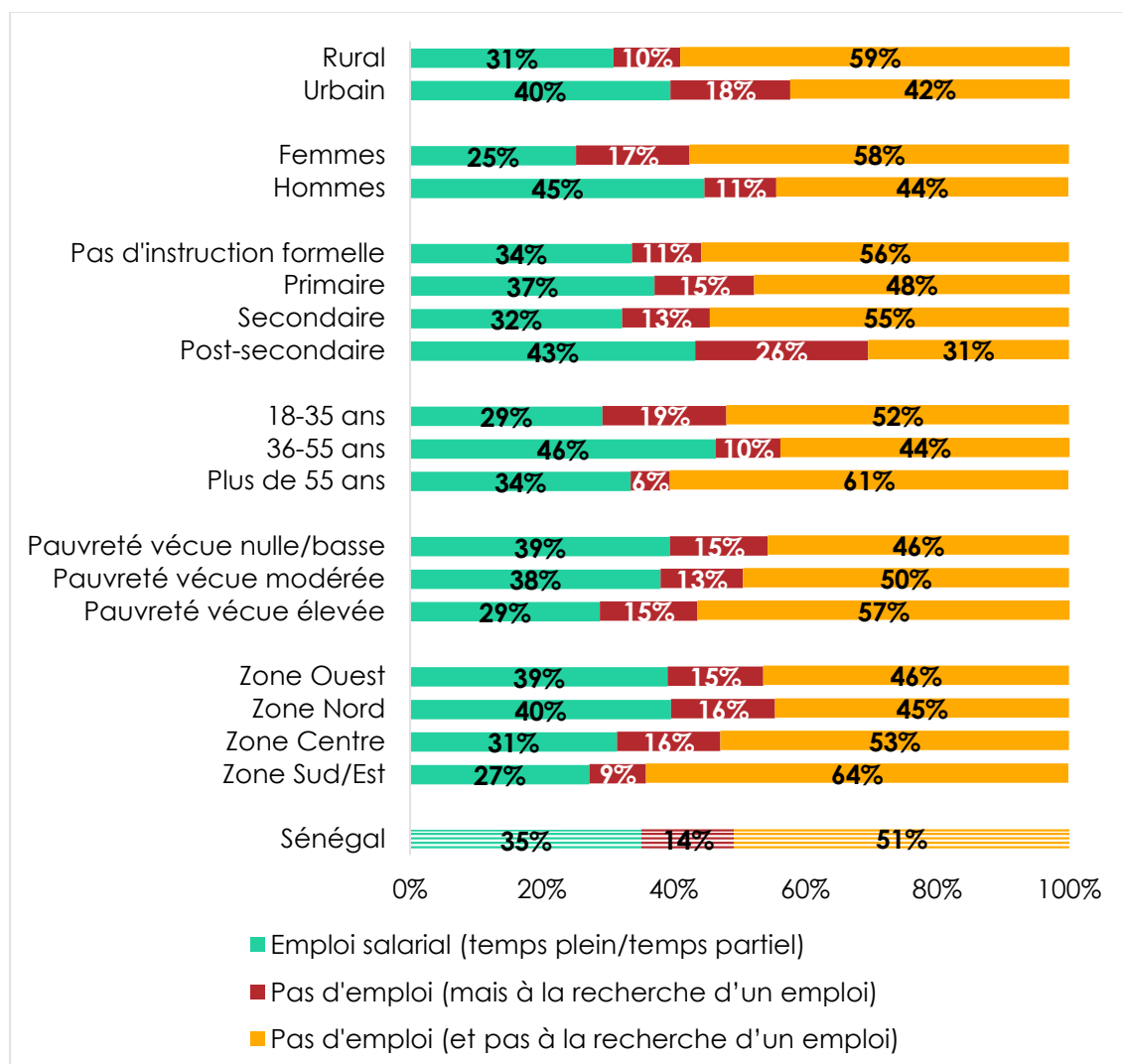
Quoique paradoxal, le chômage semble croître avec le niveau d'éducation. Si une personne sur 10 (10%) des moins instruits est chômeur, plus du quart des plus instruits (26%) sont en situation de chômage. Cependant, on note que la proportion de ceux qui ont un emploi salarial est plus élevée chez les plus instruits (43%) alors que chez les moins instruits, il y a une prédominance des personnes sans emploi qui ne recherchent pas d'emploi (48%-56%).

De même, le chômage semble diminuer avec l'âge. Si 19% des jeunes sont chômeurs, seuls 10% des individus de la tranche d'âge 36-55 ans ne sont pas occupés et 6% des vieux se retrouvent en situation de chômage. De plus, la proportion d'adultes qui ont un emploi salarial est plus élevée dans la tranche d'âge de 36-55 (46%). En revanche, moins de jeunes (29%) occupent un emploi salarial.

Aucune différence significative n'est notée entre les pauvres et les nantis en matière de chômage. Toutefois, quatre personnes sur 10 (39%) des plus nantis occupent un emploi salarial, tandis que seules trois Sénégalais sur 10 (29%) parmi les pauvres détiennent un emploi salarial. D'autre part, on remarque le taux de non-employés qui ne recherchent pas d'emploi est plus élevé chez les personnes ayant vécu une pauvreté élevée (57%) comparativement aux plus riches (46%).

Les habitants de la zone Sud/Est (9%) sont relativement plus épargnés par le chômage que les résidents des autres zones (15%-16%). Cependant, la proportion de personnes sans emploi et qui ne recherchent pas d'emploi est beaucoup plus élevée dans le Sud/Est (64%) que dans les autres zones (45%-53%).

**Figure 4 : Statut d'emploi** | par groupe socio-démographique | Sénégal | 2021



**Questions posées aux répondants :** Exercez-vous un travail salarié ? [Si oui :] Est-ce un emploi à plein temps ou à temps partiel ? [Si non :] Êtes-vous présentement à la recherche d'un emploi ?

## Appréciation des efforts du gouvernement

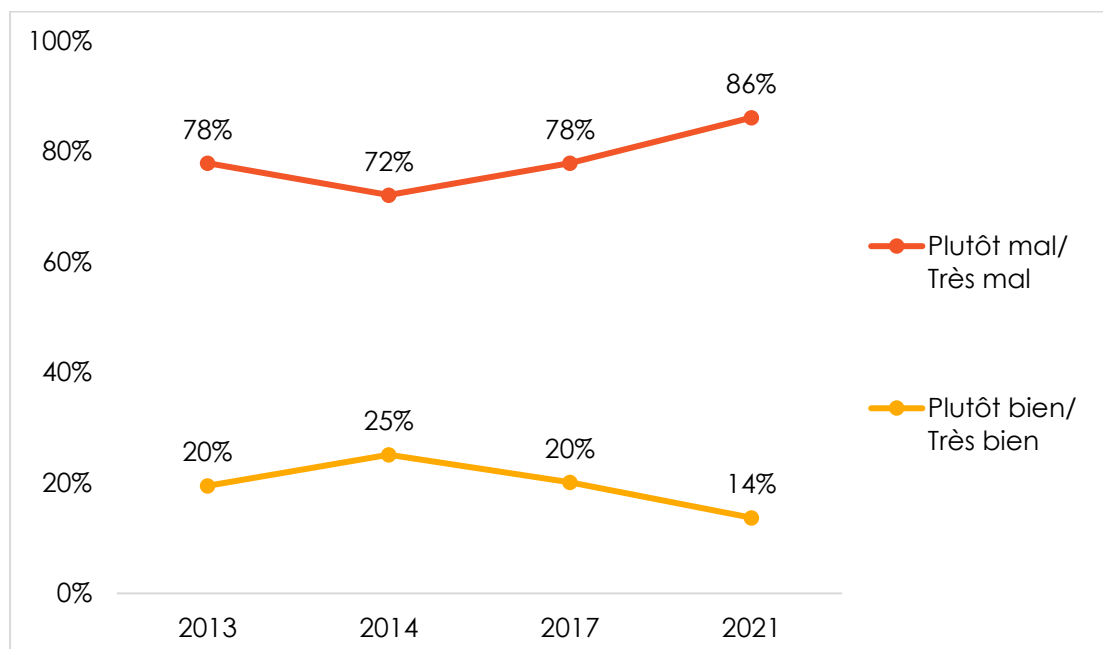
Plus de huit Sénégalais sur 10 (86%) jugent « plutôt mal » ou « très mal » les performances du gouvernement en matière de création d'emplois, une hausse de 14 points de pourcentage comparé à 2014 (Figure 5). Si l'appréciation des efforts du gouvernement en matière de création d'emplois avait fait un bond en avant entre 2013 (20%) et 2014 (25%), à peine une personne sur sept (14%) estiment, en 2021, que la performance du gouvernement dans ce domaine est « plutôt bonne » ou « très bonne ».

Suivant les caractéristiques socio-démographiques, les plus instruits (94%), les résidents des zones Sud/Est (92%) et Nord (90%), et les plus pauvres (91%) apprécient le plus négativement les performances du gouvernement actuel en matière de création d'emplois. Mais les performances du gouvernement dans ce domaine sont jugées plutôt négatives par toutes les catégories clés (Figure 6).

Les diverses politiques à l'endroit de la jeunesse ne semblent pas être à la hauteur de l'attente des Sénégalais. Plus de huit Sénégalais sur 10 (85%) qualifient de « plutôt mal » ou « très mal » la manière dont le gouvernement répond aux besoins des jeunes, une hausse de 21 points de pourcentage depuis 2017 (64%) (Figure 7).

La désagrégation par certains facteurs socio-démographiques montre que ce taux d'insatisfaction est plus élevé chez les résidents des zones Nord (92%) et Sud/Est (91%), et les plus pauvres (90%) (Figure 8). Aucune différence importante n'est identifiée suivant le sexe, le milieu de résidence et le niveau d'éducation. Quant à l'analyse selon l'âge des répondants, elle montre que les vieux (77%) ont tendance à être moins insatisfaits par les réponses des gouvernants que les plus jeunes (86%-87%).

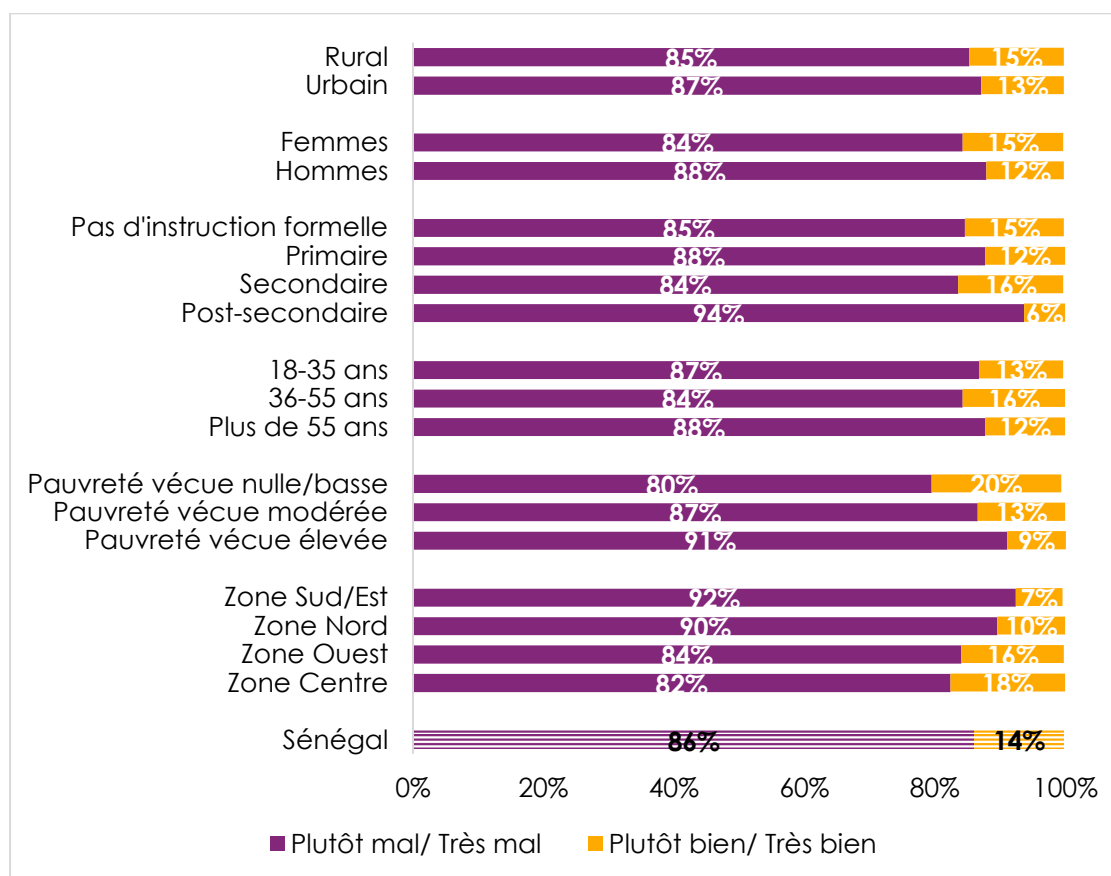
**Figure 5 : Efforts du gouvernement dans la création d'emplois | Sénégal | 2013-2021**



**Question posée aux répondants :** Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Satisfaction des besoins en création d'emplois ?

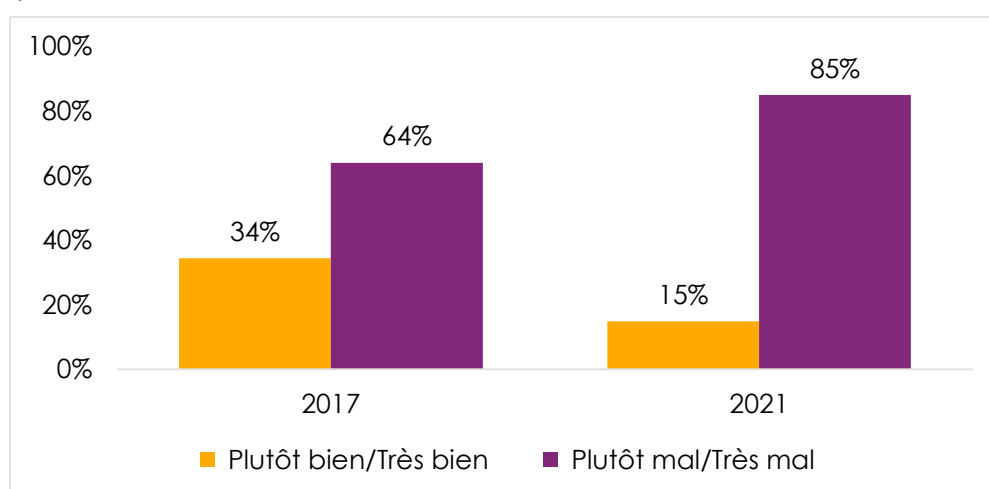


**Figure 6 : Efforts du gouvernement dans la création d'emplois** | par groupe socio-démographique | Sénégal | 2021



**Question posée aux répondants :** Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Satisfaction des besoins en en création d'emplois ?

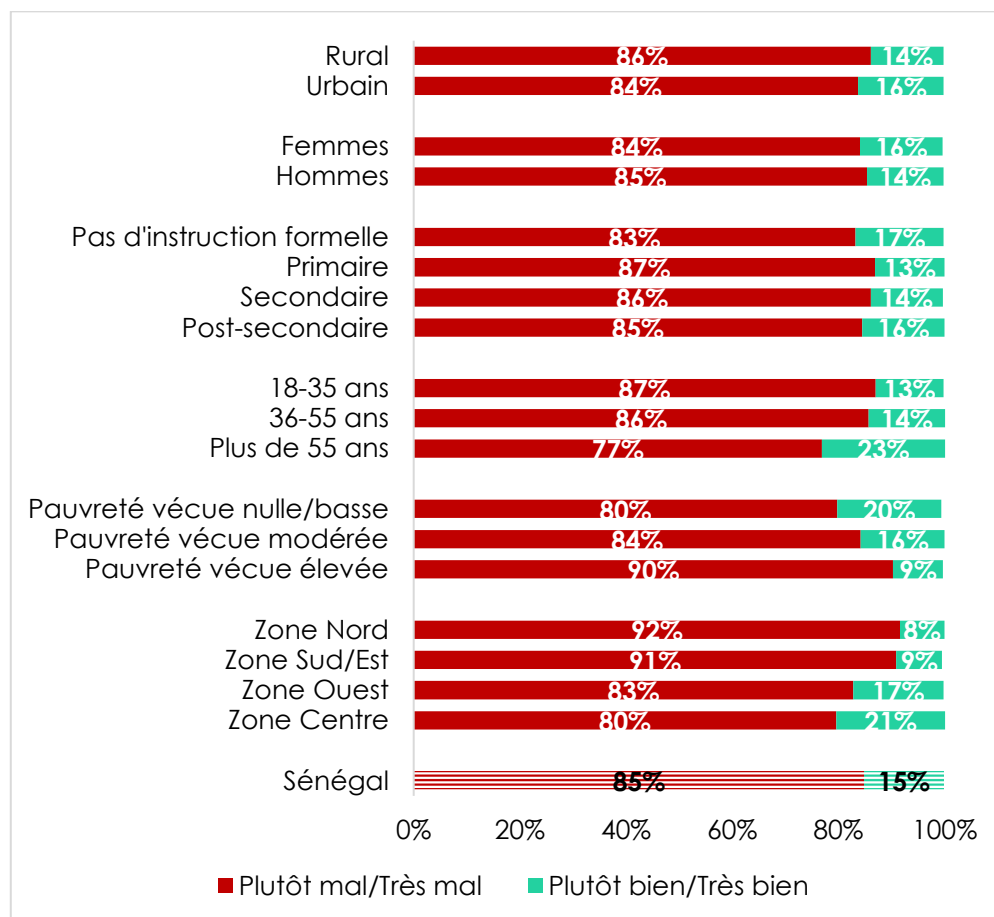
**Figure 7 : Satisfaction de la prise en compte des besoins des jeunes** | Sénégal | 2017-2021



**Question posée aux répondants :** Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Satisfaction de la prise en compte des besoins des jeunes ?



**Figure 8 : Satisfaction de la prise en compte des besoins des jeunes** | par groupe socio-démographique | Sénégal | 2021



**Question posée aux répondants :** Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Satisfaction de la prise en compte des besoins des jeunes ?

### Devons-nous écouter davantage les jeunes ?

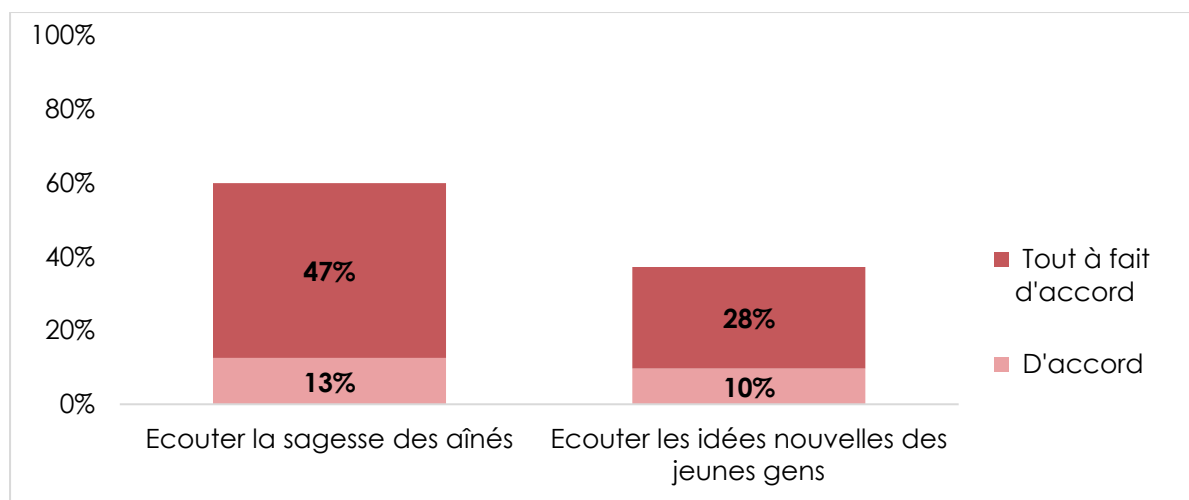
Si ce sont les jeunes qui sont le plus préoccupés par le problème du chômage, devrions-nous écouter davantage les jeunes ? Pour que notre pays aille mieux, la majorité des citoyens (60%) pensent que les Sénégalais devraient davantage écouter la sagesse des aînés.

Pour sonder vous-mêmes ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au [www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis).

Toutefois, près de quatre répondants sur 10 (38%) jugent que les Sénégalais devraient davantage écouter les idées nouvelles des jeunes gens (Figure 9).

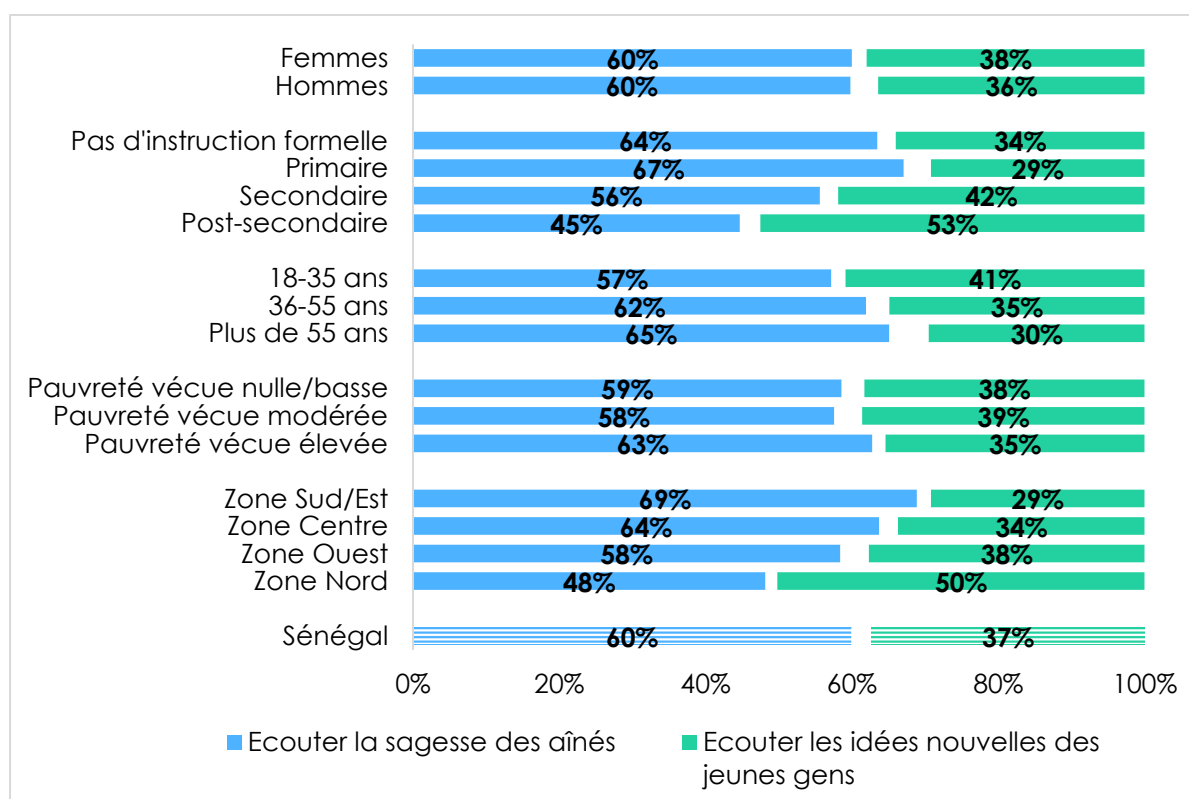
La nécessité d'accorder plus d'attention aux jeunes est une opinion minoritaire dans la plupart des principaux groupes socio-démographiques – même parmi les jeunes eux-mêmes (41%). Les plus instruits (53%) et les résidents de la zone Nord (50%) sont plus susceptibles d'accorder plus d'importance aux idées des jeunes (Figure 10).

**Figure 9 : Devons-nous écouter davantage les jeunes ou les aînés ? | Sénégal | 2021**



**Question posée aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?  
 Affirmation 1 : Pour que notre pays aille mieux, nous devrions davantage écouter la sagesse de nos aînés.  
 Affirmation 2 : Pour que notre pays aille mieux, nous devrions davantage écouter les idées nouvelles des jeunes gens.

**Figure 10 : Devons-nous écouter davantage les jeunes ou les aînés ? | par groupe socio-démographique | Sénégal | 2021**



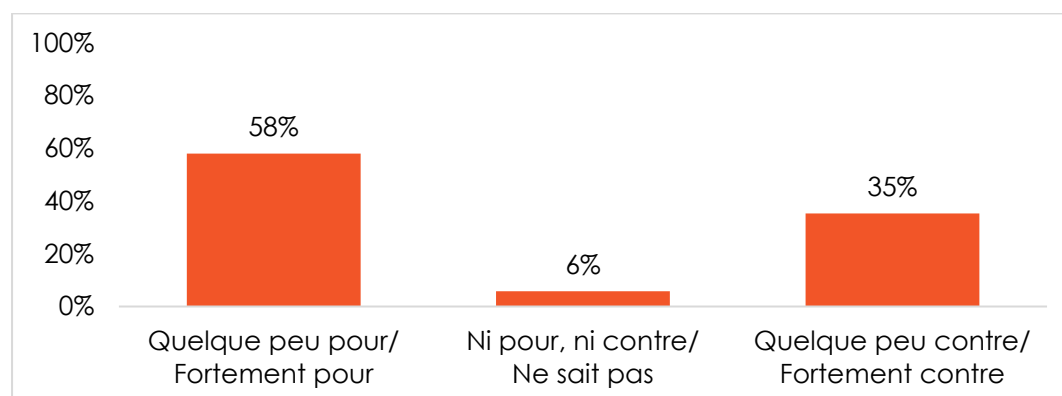
**Question posée aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?  
 Affirmation 1 : Pour que notre pays aille mieux, nous devrions davantage écouter la sagesse de nos aînés.  
 Affirmation 2 : Pour que notre pays aille mieux, nous devrions davantage écouter les idées nouvelles des jeunes gens.  
 (% de ceux qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

## Soutien aux programmes des jeunes

L'épanouissement des jeunes préoccupe les Sénégalais. Cela se reflète à travers la volonté exprimée par près de six citoyens sur 10 (58%) de payer plus d'impôts pour soutenir les programmes dédiés aux jeunes. Cependant, le tiers (35%) des Sénégalais sont « quelque peu » ou « fortement » contre toute décision du gouvernement d'augmenter les impôts pour financer les projets d'aides aux jeunes (Figure 11).

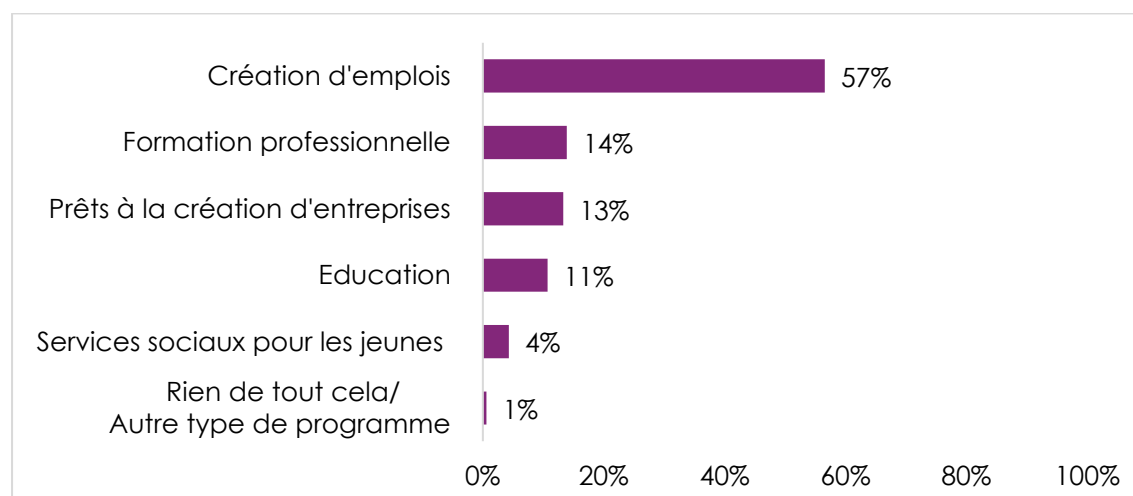
Si le gouvernement pouvait accroître ses dépenses dans des programmes d'aide aux jeunes, ce serait dans la création d'emplois et la formation professionnelle. Près de six citoyens sur 10 (57%) affirment que la création d'emplois devrait être la priorité des investissements supplémentaires du gouvernement pour aider les jeunes, tandis que 14% privilégieraient la formation professionnelle, 13% les prêts à la création d'entreprises et 11% l'éducation. Les services sociaux pour les jeunes (4%) recueillent moins de soutien (Figure 12).

**Figure 11 : Payer plus d'impôts pour soutenir des programmes d'aide aux jeunes**  
 | Sénégal | 2021



**Question posée aux répondants :** Si le gouvernement décidait d'augmenter les impôts ou les taxes afin de pouvoir soutenir des programmes d'aide aux jeunes, seriez-vous pour ou contre cette décision ?

**Figure 12 : Priorités d'investissement du gouvernement dans les programmes pour les jeunes**  
 | Sénégal | 2021



**Question posée aux répondants :** Si le gouvernement pouvait accroître ses dépenses dans des programmes d'aide aux jeunes, lequel des domaines suivants devrait être de la plus haute priorité pour des investissements additionnels ?

## Conclusion

Les résultats d'Afrobarometer montrent qu'aux yeux des Sénégalais, en particulier chez les jeunes, le chômage reste, comme depuis des années, le problème le plus important que le gouvernement doit résoudre. Malgré une baisse du chômage, la grande majorité des Sénégalais ne sont pas satisfaits des actions du gouvernement en matière de création d'emplois et de prise en compte des besoins des jeunes.

La majorité des Sénégalais sont même prêts à payer plus d'impôts pour financer des programmes dédiés à la jeunesse – avec pour priorité absolue la création d'emplois.

## Références

- Adenike, E. T. (2021). Poverty, unemployment and insecurity challenges in Nigeria. *Tanzania Economic Review*, 11(1).
- Bondo, K. K., Chunda, R. K., Kabozya, J. K. W., & Katalay, V. M. (2020). De l'insécurité sur la ville de Lubumbashi suite au taux élevé de chômage. KAS African Law Study Library, 7(1), 45-53.
- Diallo, M.A., Diallo, S. (2021). Entre sentiments d'insécurité et d'impunité, les Sénégalais accusent le chômage des jeunes comme principale cause de la délinquance. Dépêche No. 481 d'Afrobarometer.
- Dib, L., El Amin, B. M, & Aicha, A. (2020). Relation entre chômage, croissance, inflation et investissement direct étranger en Algérie. *Journal des Etudes Economiques Contemporaines*, 5(10), 168-183.
- Omitogun, O., & Longe, A. E. (2017). Unemployment and economic growth in Nigeria in the 21st century: VAR approach. *Æconomica*, 13(5), 155-168.
- République du Sénégal. (2014). Plan Sénégal Emergent.
- Sambou, O. D. (2020). Insatisfaits de leur gouvernement, les jeunes sénégalais évoquent la recherche d'emploi comme principale raison d'émigrer. Dépêche No. 405 Afrobarometer. <https://afrobarometer.org/publications/ad405-insatisfaits-de-leur-gouvernement-les-jeunes-senegalais-evoquent-la-recherche>
- Zerbo, A. (2017). Croissance économique et chômage : Les fondements de la loi d'Okun et le modèle IS-LM-LO. Document de travail 176, Groupe d'Economie du Développement/LARE-EFI, Université Montesquieu-Bordeaux IV.

**Mamadou Abdoulaye Diallo** est ingénieur statisticien économiste et assistant de recherche au Consortium pour la Recherche Economique et Sociale (CRES), partenaire national d'Afrobarometer au Sénégal. Email : [mamadou.abdoulaye@cres-sn.org](mailto:mamadou.abdoulaye@cres-sn.org).

**Hassana Diallo** est le chargé de la communication du CRES. Email : [hassana.diallo@cres-sn.org](mailto:hassana.diallo@cres-sn.org).

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherche. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationales est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) (University of Nairobi au Kenya). Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 8ème round d'Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, d'Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix, du National Endowment for Democracy, de la Délégation de l'Union Européenne à l'Union Africaine, de Freedom House, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de GIZ, et de Humanity United.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)) ou contacter Bruno van Dyk ([bruno.v.dyk@afrobarometer.org](mailto:bruno.v.dyk@afrobarometer.org)) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 499 d'Afrobarometer | 20 décembre 2021